

Au-delà des Etats-Nations : des sociétés de migrants

Alain Tarrus

Le 1^{er} mai 2006

Professeur à l'Université du Mirail

TOULOUSE

L'organisation des territoires, et de leurs maillages politiques et économiques, proposée aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, le développement même de l'aspiration démocratique, la production des identités collectives, sont largement redevables de la naissance et de l'affirmation des Etats-nations. Ces productions historiques qui proposent toujours les schèmes organisateurs de la vie politique et sociale sont inséparables de la désignation de frontières, de la hiérarchisation des légitimités locales, des différenciations des univers de l'altérité, par un recours forcené à la *sédentarité*. Etre d'ici, devenir comme ceux d'ici, réalise encore la finalité des face à face citoyens entre Etats et individus. Les sciences sociales, immergées dans ces idéologies dès leur naissance, sont empreintes d'un préalable épistémologique favorable à la naturalité des faits et des échanges localisés, autochtones, que les contextes concernent la ville, l'entreprise, ou l'école,... Aujourd'hui pourtant l'urgence se manifeste de concevoir autrement les constructions de l'altérité, les « remembrements » de villes, de régions, de nations, et de leurs populations, par des mobilités planétaires. La densification et l'expansion sans précédent des réseaux internationaux de l'officialité, comme de la subterranéité, et les circulations de biens matériels et immatériels, les brassages, mixités, métissages, différenciations nouvelles, conflits et proximités, qu'ils provoquent sont déjà en train de subvertir, au delà probablement de ce que nous savons en percevoir, les formes et les idéologies historiques favorables aux Etats-nations.

Mobilisé depuis plus de quinze années par des recherches sur la naissance et les premières mutations de réseaux internationaux des économies souterraines¹ et constatant à *quel point les échanges commerciaux qu'elles développent recouvrent des univers de sociabilités autres*, à distance des idéologies dominantes du lien, du lieu, de la frontière, de la sédentarisation-intégration, des stratifications sociales et économiques, de l'organisation des pouvoirs, je fais l'hypothèse que ces phénomènes contribuent à la vaste renégociation contemporaine des idéologies et des comportements collectifs.

Une forme en cache toujours une autre : nécessité d'une anthropologie du mouvement.

Le problème de la transformation sociale et du dévoilement des formes nouvelles a été posé par la sociologie et l'anthropologie naissantes en Allemagne, non différenciées alors. La conception ethnique de l'Etat-nation allemand, référencée au *Volkgeist* hégélien, désignait une population de citoyens éparpillés dans l'Europe centrale et unis par une langue commune. Une question de fond contribuant aux premières expressions sociologiques de Georg Simmel concernait donc les modalités de constitution d'une communauté citoyenne à partir d'appartenances nationales diverses de ses membres. La rencontre entre la ville, lieu de mutation des appartenances dans un contexte défini comme civilisationnel,

¹ La notion d'économie « informelle » me semble très inadaptée pour désigner des échanges en réalité très organisés, mais peu visibles.

et entre l'étranger, témoin majeur de ces repositionnements, permirent alors de développer des recherches empiriques soucieuses de lire dans l'expression la plus banale, la plus actuelle, des *situations* d'échanges, les modalités de transformation des rapports sociaux généraux. Simmel influença la grande aventure des ethnologues de l'École de Chicago, dans ce décryptage des conditions et cheminements de la diversité des altérités communautaires vers une identité citoyenne urbaine. Nous savons depuis cette époque, autrement que par l'exposé philosophique hégélien, qu'une forme sociale naissante, reconnue, engendre elle-même aussitôt les conditions de sa mort, que le paroxysme même de ses manifestations a souvent pour fonction de masquer et de permettre le développement des formes nouvelles. Ainsi, voilé, invisibilisé, peut venir à manifestation ce qui, un instant auparavant, était indicible, intolérable, inacceptable. Nous adhérons à ces positions et dispositions de recherche en postulant que les idéologies de la sédentarité, et leurs productions de normativités spécifiques, ont déjà fait place, dans ces épaisseurs du « souterrain des choses », comme les désignait Walter Benjamin, à des repérages plus fluides, inaugurant de nouveaux rapports entre identités et altérités. Pour cela il est indispensable de dépasser les préalables de la ville comme totalité en intégrant à sa définition les mouvements, les réseaux, les multiples circulations qui la constituent autant de l'extérieur que de l'intérieur. Une anthropologie de la mobilité, ou mieux du mouvement² tant cette notion est technicisée, doit être développée, qui nous introduise à l'observation et à la compréhension des effets civilisationnels et profondément modificateurs des traversées, des flux, des parcours, des mélanges entre étages territoriaux, du plus proche au plus lointain, entre univers de normes. Les terrains de recherche offerts par les évolutions contemporaines de collectifs en migration dans nos Etats-nations réalisent une opportunité intéressante d'approfondissement de ces directions de recherche.

Pour le chercheur les exigences attachées à la démarche empirique sont celles d'un « mimétisme » des mobilités des populations abordées : le repérage dans tel lieu puis tel autre, la juxtaposition d'observations locales aussi nombreuses soient-elles, ne suffisent pas à comprendre le savoir-circuler, traverser des espaces et des normes ; une forte originalité des comportements collectifs est en effet manifeste *lors du cheminement même*, et dans les étapes de parcours, dans ces lieux-moments qui mêlent comportements de voyageurs et de résidents.

En France l'invention, ces dernières décennies, d'un scénario de la migration phasé en trois ou quatre moments a joué un rôle important d'occultation de la réalité des mobilisations de migrants. Arrivée massive de la force de travail dans les années soixante, disparition des pères par abandon de leur rôle intégrateur dans les années soixante dix, émergence des « beurs », orphelins donc, nécessitant la mobilisation intégrative des institutions dans les années 80, puis, enfin, aujourd'hui prise de distance à partir des désignations d' « ethniques³ » : autant de phases désarticulant les continuités qui les traversent. Les premiers migrants ont quitté leurs foyers porteurs de projets d'ascension, les « pères » dits absents paraient aux souffrances liées à la grande crise économique européenne en développant les bases des économies souterraines, et les « ethniques » actuels sont les mêmes, venus à réalisation, démontrant dans leurs commerces, à contresens des désignations dominantes, une capacité de « désethnicisation » des

² En 1989 nous avons publié un ouvrage programmatique : *Anthropologie du mouvement*, inaugurant le cadrage et la définition d'un objet méthodologique caractéristique de nos recherches : un « paradigme de la mobilité » (spatiale, sociale, économique...) est systématiquement exploré pour chaque collectif envisagé, à partir de l'observation précise de diverses articulations entre espaces et temps quotidiens, générationnels, inter-générationnels.

³ Notion et problématique exprimées avec une certaine brutalité dans le texte de Karl Barth cité par Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fénart (1995) ; des productions récentes proposent des définitions et des usages nuancés par la prise en compte des contextes sociétaux (Michel Wieviorka, 2000).

échanges tout à fait exceptionnelle. C'est cette deuxième histoire, cette deuxième forme, suggérant de longues continuités là où l'idéologie dominante ne décrit que des fractionnements, que nous désirons exposer dans ce livre, en même temps que les grands enjeux dont elle est porteuse.

Une forme migratoire nouvelle.

Depuis la deuxième moitié des années 80 plusieurs chercheurs⁴ signalent l'apparition et le développement de nouvelles formes migratoires en Europe. Ces évolutions juxtaposent aux cohortes d'étrangers mobilisés pour fournir une force de travail bon marché, des collectifs en migration développant des initiatives résolues par la constitution d'économies souterraines internationales de produits d'usages licites ou illicites. Des entrepreneurs commerciaux de diverses origines mondiales, oeuvrant pour partie dans l'officialité et pour partie dans la subterranéité, écoulent des produits (électronique, électro-ménager, vêtements,...) importés dans la Communauté européenne en contrevention aux contingentements, ou de contre-façon (pièces détachées automobiles, vêtements,...), ou encore soustraits aux réglementations fiscales nationales (voitures, vêtements, alimentation, ...), charriés et livrés par les incessants va-et-vient de « fourmis », petits migrants passés de plus en plus massivement au transport et au négoce. C'est ainsi qu'attaché à observer, depuis 1985, l'évolution d'une centralité commerciale de ces réseaux, à Marseille, (Tarrius, 1988, 1992, 1995, 2000) des comptages de passeurs de marchandises à destination du Maroc et de l'Algérie, à la frontière franco-espagnole du Perthus (autoroute et route), me permettaient d'évaluer à 1700 le nombre de véhicules différents utilisés pour ces transports en 1991, 17000 en 1993 et 42000 en 1995, autorisant à autant de familles, soit environ 192000 personnes originaires du Maghreb, surtout Marocaines, et domiciliées en France, des revenus mensuels de l'ordre de 18000 francs pour deux voyages⁵. Peu à peu, les trafics se sont complexifiés en s'amplifiant et en superposant aux premiers réseaux de produits d'usages licites, d'autres réseaux de structures et de fonctionnements mafieux : services de change de devises à des cours parallèles et de prêts (Ahmed Benbouzid, 2001), passages de psychotropes (Missaoui et Tarrius, 1997, 1999, 2000, Palidda, 1997-1999-2001, Vincenzo Ruggiero, 2000, Ottavia Schmidt di Friedberg, 1999), réseaux prostitutionnels (Fatima Lahbabi et Pilar Rodriguez- 2001).

L'apparition de cette forme migratoire caractérisée par la généralisation des initiatives économiques internationales souterraines de « petits migrants » offrait une réponse opportune aux effets de la crise économique ; elle fut facilitée par les grandes proximités spatiales, économiques et sociales (histoire coloniale) entre nations du sud et du nord de la Méditerranée qui réalisent à courte distance des importants *différentiels de richesse*. Le génie que développèrent ces collectifs de migrants consista à se ménager des passages, à établir des itinéraires de contournement des règles politico économiques établies entre nations à partir des hiérarchies des richesses ; itinéraires spatiaux bien sûr mais encore normatifs, éthiques, de telle sorte qu'un « *bon ordre* » non redevable des codes, lois et réglementations des territoires traversés, permette pérennité et développement de ces initiatives. La haute *densité relationnelle* des collectifs de migrants facilite

⁴ Par exemple, Felice DASSETTO, Belgique ; Mirjana MOROKVASIC, Europe de l'Est ; Salvatore PALIDDA, Italie ; Pablo PUMARES, Espagne ; Alain TARRIUS, Bassin méditerranéen occidental, ...

⁵ Je n'insisterai pas sur les tensions, suspicions, menaces même, que me valurent le dévoilement de ces phénomènes ; l'affirmation de l'existence et de la force de ces économies souterraines prospères dans un Marseille dont la richesse ne cessait de se déliter fut insupportable à de nombreux politiciens et responsables économiques. Des chercheurs, liés aux organismes mobilisés autour du phénomène « beur », scandalisés par les interprétations de l'ici à partir du là-bas, par le renversement des perspectives de l'intégration, ne me facilitèrent pas la tâche à Marseille et ailleurs. Aujourd'hui il est devenu de bon ton, dans les laboratoires locaux, de découvrir ces mondes de l'altérité.

ces mobilisations. L'idéologie ultra-libérale qui accompagne la phase contemporaine d'accélération et de densification des mobilités mondiales, masque le déploiement de sociabilités nouvelles et l'immersion de ces phénomènes. Ainsi, dans les espaces témoins qui nous intéressent, de Marseille au Maroc, ces réseaux se jouent des contradictions actuelles entre les gestions nationales des frontières et des territoires et les nouvelles, ou futures, gestions de « l'espace Schengen ».

L'exemplarité marseillaise.

Le cas de Marseille et des réseaux des économies souterraines entre le Maghreb et le Bassin méditerranéen occidental est particulièrement révélateur de la genèse de ces formes, de leur incessante transformation. Il exprime bien là un modèle déjà mondialisé. Il nous permet aussi de saisir l'insuffisance des analyses « localistes » des transformations sociales générales.

Dans les années 1985-87, trois cent cinquante commerces tenus par des migrants d'origine Maghrébine, essentiellement algérienne, oeuvraient dans le quartier historique central, en déshérence, de Belsunce. On dénombrait alors 81 familles propriétaires des fonds de commerces, dont 39 algériennes, 27 tunisiennes et 15 marocaines. Sept cent milles personnes, dont environ trois cent mille immigrants en Europe, transitaient annuellement par ce quartier et y effectuaient toute sorte d'achats qui compensaient les difficultés d'approvisionnement des nations maghrébines. Le chiffre d'affaires de ces commerces évalué par la SEDES (caisse des Dépôts et Consignations) en 1987 était d'environ trois milliards de francs, compte non tenu des contre-façons (pièces détachées, vêtements,...) ni des voitures passées en contrebande. Les 350 petites boutiques tapies dans un quartier en déshérence de Marseille réalisaient ensemble la « galerie marchande » la plus puissante des côtes méditerranéennes..

Quatre événements contribuèrent, à la fin des années 80, et au début des années 90, à une transformation de ce dispositif commercial :

- la limitation des visas entre l'Algérie et la France, lors du premier passage de Charles Pasqua au Ministère de l'Intérieur,
- les effets de la crise politique algérienne : le FIS tentant de prélever un impôt « révolutionnaire » sur les commerçants algériens, ceux-ci passèrent en grand nombre la gérance de leurs commerces à des Marocains.
- la grande expansion migratoire marocaine, qui transforma l'histoire sociale de l'Espagne et de l'Italie, de nations d'émigration en nations d'immigration, et, toujours forte, instabilise particulièrement les politiques et pratiques législatives de ces nations vis-à-vis des étrangers. Les centralités marocaines des réseaux de migrants commerciaux se sont rapidement généralisées de Bruxelles, place traditionnelle, vers Marseille, Milan, Naples, Francfort, et diverses villes espagnoles ; ce mouvement se déclencha à la fin des années 80 à partir, d'abord, d'associations bruxelloises avec des réseaux turcs
- la densification des réseaux d'économies souterraines de l'Est européen et leur connexion avec les réseaux méditerranéens orientaux ou maghrébins.

Au fur et à mesure de ces événements les modalités de fonctionnement en réseaux complexes l'emportèrent sur celles de place marchande unique avec ses logistiques simples de transports de lieu à lieu. Les Algériens des commerces internationaux ayant passé la main aux Marocains et aux Tunisiens se replièrent plutôt sur des commerces de proximité, dans les marchés publics ou dans les quartiers des villes relativement mal desservis, cependant que leurs successeurs accentuaient fortement la nature et la forme du dispositif commercial vers l'internationalité. Les entrepreneurs maghrébins de Marseille, au lieu de gérer localement en moyenne quatre commerces locaux ouvrirent des entrepôts de

chargement de marchandises ou encore des magasins en plus grand nombre le long des espaces supports aux réseaux. Ils acquièrent ainsi une plus grande efficacité commerciale, mobilisant désormais des fourmis domiciliées tout au long des parcours. A Marseille leur visibilité devint évidemment moindre alors même que leur influence et leur richesse s'accroissaient de multiples délocalisations. C'est ainsi que les observateurs locaux, qui ne comprennent pas les fonctionnements de réseaux, commettent actuellement d'importantes erreurs en considérant comme en déclin la centralité Marseillaise des économies souterraines (Le Monde, 09 février 2001). En fait, soixante seize familles des quatre-vingt une présentes en 1985, opèrent toujours dans le centre de Marseille (17 d'entre elles, algériennes, ont confié des gérances à des Marocains) et ont été rejointes par 43 familles marocaines et 2 tunisiennes. Le dispositif marseillais gérant les économies souterraines internationales compte donc actuellement (enquêtes automne 2000) 126 familles de commerçants (22 algériennes, 29 tunisiennes et 75 marocaines) qui possèdent en moyenne sept commerces ou entrepôts de chargement le long des réseaux, de la frontière italienne au Maroc, soit plus de 800 établissements. Ce qui est perçu de ces changements, à partir de critères « localistes » de description et d'évaluation, est désigné comme régression du dispositif commercial marseillais, alors que son influence est plus forte que jamais, enrichie par l'émergence, qu'elle provoque et gère en grande partie, de nouvelles centralités dans les pays voisins. Dit-on d'une entreprise pétrolière internationale dont le siège est à La Défense, à Paris, qu'elle régresse parce qu'accroissant son organisation en réseaux elle transfère à l'étranger quelques effectifs, tout en les multipliant par l'ouverture de succursales ? une telle affirmation, basée sur le spectacle d'un moindre flux de salariés lors de l'ouverture des bureaux, relèverait de la plaisanterie. Il en va de même à Marseille : l'analyse localiste a du mal à concevoir *les cosmopolitismes nouveaux, redevables des rencontres entre collectifs mobiles*, les continuités d'un dispositif à partir d'un changement de ses responsables ; la piste des Algériens, dominants à Belsunce jusqu'en 1989, mène aujourd'hui aux marchés publics locaux ou à la rationalisation des trabendes par containers pour la seule Algérie. Celle des autres migrants commerçants permet d'identifier le monde comme origine ou destination des échanges. La deuxième erreur commise consiste à développer des théories des vases communicants : Marseille régresse, Alicante prospère ; rien n'est plus faux, l'analyse des réseaux permettant de comprendre que Marseille, Alicante et d'autres étapes encore prospèrent *en même temps*. Pour ce qui est précisément d'Alicante, nos enquêtes depuis janvier 1999⁶ nous ont permis d'identifier, parmi les quarante cinq commerces ou entrepôts ouverts depuis 1997 à Crévillente, à environ trente kilomètres du port levantin, dix-sept points de vente et de chargement gérés comme succursales par des entrepreneurs toujours installés à Marseille. Enfin une erreur courante de l'analyse localiste consiste à conclure à l'échec réciproque des commerces de la subterranéité et des commerces « autochtones » de l'officialité, au constat que les uns et les autres ne fédèreraient pas leurs potentiels : c'est ignorer que la nature même des uns est antagonique avec celle des autres et se nourrit d'écarts, de décalages à l'officialité, gages même de sa prospérité. Enfin, ces sociétés de migrants, qui développent leurs sociabilités autour des réseaux commerciaux internationaux, n'affrontent jamais frontalement les sociétés locales, dans l'appropriation d'espaces urbains : *la tension toujours présente entre appartenances lointaines et proches leur confère une grande fluidité, labilité, dans le choix de leurs étapes*. Les commerçants savent toujours se re-localiser, suivis par les cohortes de « fourmis » circulantes, dans les espaces des réseaux ou de la ville ; à Marseille un déplacement de quelques centaines de mètres au nord de Belsunce suffit aux nouveaux commerçants Marocains à assurer une pérennité que des réhabilitations du quartier menaçaient. La compréhension de la diversité des formes et

⁶ En association, souvent, avec Juan David Sempere, chercheur à l'université d'Alicante.

influences de l'altérité, des mouvements sociaux, économiques, urbains qu'elle génère actuellement dans le Bassin méditerranéen occidental, passe plus que jamais par celle du rôle de Marseille dans la multiplication de ces dispositifs cosmopolites, ici invisibilisés ou dissimulés, là exposés, là encore facteurs de mixités voire de métissages. Il s'agit bien, pour les sciences sociales de voir au-delà des apparences locales. Les critiques que nous adressons à l'Ecole de Chicago, dans son affirmation de la suffisance de l'analyse locale pour comprendre la totalité urbaine, sont particulièrement fondées dès lors que nous abordons ces phénomènes. La compréhension sur des bases localistes invisibilise les formes en gestation, contribue en premier lieu à l'occultation des transformations : elle se révèle avant tout conservatrice.

Des identités autres.

Ces réseaux réalisent des proximités inusuelles, pour l'heure, entre des lieux que les longues histoires sociales et culturelles locales et nationales avaient fortement différenciés. En même temps elles affectent à des villes, ou groupes de villes, des fonctions plus exemplaires, plus spécifiques, dans la totalité que représente le territoire créé par les sociabilités nouvelles découlant des multiples circulations. C'est ainsi que chaque partie de ce livre prendra à témoin ces « sous-unités » (Marseille et son agglomération, Nîmes-Montpellier, Perpignan-Gérone-Barcelone, Alicante-Crévillente-Murcia, Grenade-Almería), pour approcher du sens de la totalité.

Les réseaux de circulations planétaires sont à l'œuvre sans que nous puissions clairement identifier les modalités générales et cohérentes de l'articulation entre les divers étages territoriaux recomposés, sinon en parlant de façon souvent allusive de « mondialisation » et de « réseaux transnationaux ». La notion de « globalisation » rend mieux compte de ces proximités nouvelles, même si elle pose moins le problème de l'identification d'acteurs que celui du constat des effets. Privé des certitudes, de l'autorité, que confèrent les théories explicatives, le monde qui se construit à partir de mouvements qui excèdent toujours des lieux proches, préhensibles, n'en est que plus passionnant pour le chercheur en sciences sociales : tout y devient intrigue de sens, occasion à désarroi bien sûr, mais aussi à redécouverte de dimensions de l'humain cachées par la chape des siècles de sédentarisation forcée des individus et de leurs horizons.

C'est dans l'immédiateté des échanges, dans les mises en scène de la quotidienneté, mais encore, et en même temps, dans l'identification des nouvelles configurations des contextes, des cadres, des compositions territoriales qui hébergent ces nouvelles formes banales de la vie sociale que peut se développer le travail de compréhension : une anthropo-sociologie de la complexité et de la totalité qui tend à saisir les rapports interindividuels, à construire le sens de leurs finalités et de leurs exigences d'organisation sociale, territoriale.

Lieu, mouvement et hiérarchies identitaires.

L'apparition de collectifs, plus ou moins stables et durables, où les critères d'identification des individus, la hiérarchie des préséances, *sont tributaires des temporalités, des fluidités, des mobilités, et plus précisément des capacités d'appartenances multiples de chacun*, provoque probablement **en premier lieu** la modification de vieux schèmes comportementaux. L'ordre que l'on a si longtemps présenté comme universellement édificateur des légitimités identitaires, *l'attachement au lieu*, et les diverses hiérarchies qu'il génère, ne fait plus réellement sens dans ces milieux. Ainsi sont bouleversés les rapports entre identités et altérités selon des clivages transversaux aux diverses stratifications

sociales et économiques, associant souvent malgré elles des populations aux statuts et aux intérêts économiques et politiques divergents⁷. La notion de territoire est à redéfinir si l'on désire comprendre que des individus, des collectifs, modifient, par séquences ou dans la totalité de leur existence, les bases usuelles de l'affirmation identitaire sédentaire.

Cette notion de territoire est aussi floue que celle d'identité ; elle exige, à chaque usage, un rappel de sa définition. *A minima*, nous dirons⁸ que le territoire est une construction consubstantielle de la venue à forme puis à visibilité sociale d'un groupe, d'une communauté ou de tout autre collectif dont les membres peuvent employer un "nous" identifiant. Il est condition et expression du lien social. Le territoire est *mémoire* : il est le marquage spatial de la conscience historique d'être ensemble. Les Etats-nations ont proposé une organisation des territoires basée sur la présence de hiérarchies politiques dans la totalité de l'espace support aux sociabilités. Les réseaux que nous observons dérogent à cette construction politique et s'instituent ainsi en *contre-modèles*.

Dans les situations qui nous préoccupent, de nouvelles notions nous permettent de penser ces articulations entre d'une part les espaces sociaux et économiques mondiaux en gestation et d'autre part les processus de naturalisation, dans ces mêmes espaces, des initiatives de populations capables de tirer ressource de leur savoir excéder des cadres politiques, de « mise en sédentarité », des lieux-nations.

Pour nous donc, la mémoire en partage, qui permet d'affirmer une identité circulatoire, est *extensive* autant que le sont les territoires des circulations : elle n'est pas puits mnésique, elle signale non pas l'épaisseur des lieux connus, et les légitimités notabliaires locales, mais *les moments des négociations* qui permettent de porter plus loin ses initiatives, de rencontrer, de traverser plus de différences. Cette mémoire collective *est avant tout souvenir des accords de parole, des échanges d'honneur, qui fluidifient les circulations, qui permettent d'échapper aux régulations étatiques formelles, de contourner les règles de construction des frontières entre territoires et entre univers de normes, celles qui disent les conditions du passage d'une sédentarité à une autre*. La référence à cette mémoire collective autorise chacun à aller plus avant, à se présenter encore et encore, à s'agréger à d'autres, ou bien à les expulser de l'espace des multiples étapes et réseaux supports à *l'initiative circulatoire*. A Marseille en 1985, à Montpellier, Perpignan ou Barcelone en 1992, à Alicante, Crévillente, Grenade, Almeria en 2000, nous avons toujours rencontré ces réunions, dans un café ou une arrière boutique, où un « *notaire informel* » facilite les transactions commerciales, puis en contrôle le déroulement. Ces réunions réalisent des lieux-moments exceptionnels dans l'organisation sociale et l'affirmation identitaire de ces collectifs : c'est alors que certains, au bout de mois ou d'années d'errance, sont cooptés par les réseaux, et désormais s'ouvre à eux un univers inépuisable d'opportunités économiques, de trajectoires de réussite personnelle et familiale. C'est l'instant où fléchissent, s'effacent parfois, les barrières des différences ethniques, et le Polonais, le Bulgare, l'Italien, le Turc, le Maghrébin, l'Africain

⁷ A. Tarrus *Les fourmis d'Europe. Migrants pauvres, migrants riches et nouvelles villes internationales*. L'Harmattan, 1992.

⁸ on reconnaîtra dans les huit lignes qui suivent quelques positions clefs de Maurice Halbwachs, notamment concernant le rapport entre lieux, identités et mémoire collective ; en particulier exprimées dans *La topographie légendaire des Evangiles en terre Sainte*. PUF, 1942. Toutefois nous divergeons sur deux points essentiels : la référence aux lieux, première pour Halbwachs, doit selon notre point de vue laisser davantage place aux temporalités sociales, et le fonctionnement de la mémoire collective relève moins de l'entassement, du puits mnésique, que de l'incessante reformulation. C'est ainsi qu'Halbwachs ne sait pas situer l'amnésie. Nous trouvons sur ces points plus opportunes les positions du phénoménologue G. Husserl, *Crise des sciences sociales et phénoménologie transcendantale*. Gallimard, traduction 1973.

subsaharien, etc. .., engagent des échanges durables, partagent une *éthique de l'honneur* intermédiaire entre les croyances des uns et des autres. Dès lors, la parole donnée ne peut être rendue ou reprise, qu'après une dénonciation vigoureuse par le « notaire informel » : la dérogation aux codes d'honneur toujours rappelés lors de l'entrée dans ces univers des réseaux est immédiatement sanctionnée par un redoutable exil, une exclusion radicale et rapide. Ce moment est celui de la venue à communauté, d'esprit certes, mais encore de voisinage, dans ces territoires des circulations, connectés aux sociétés locales en quelques étapes résidentielles.

Des territoires de la mobilité.

Ces territoires, nous les nommons *territoires circulatoires*. Cette notion constate la socialisation d'espaces supports à des pratiques de mobilité. Elle introduit une double rupture dans les acceptions communes du territoire et de la circulation ; en premier lieu elle nous suggère que l'ordre né des sédentarités n'est pas essentiel à la manifestation du territoire, ensuite elle exige une rupture avec les conceptions logistiques des circulations, des flux, pour investir de sens social le mouvement spatial. Le déplacement, qui ne peut dans cette perspective être considéré comme l'état inférieur de la sédentarité, confère à ceux qui en font leur principal lieu d'expression du lien social le pouvoir du nomade sur le sédentaire : la connaissance des savoir-faire chemin, condition de la concentration-diffusion des richesses *matérielles et immatérielles*, donne force sur l'ordre des sédentarités, et plus particulièrement sur sa manifestation première, l'espace urbain.

Les individus qui se reconnaissent à l'intérieur des espaces qu'ils investissent ou traversent au cours d'une histoire commune de la mobilité, initiatrice d'un lien social original sont étranges au regard des « légitimes autochtones ». Cette étrangeté même les place en position de proximité : ils connaissent mieux que les résidents les limites, territoriales et normatives, de la ville et négocient ou révèlent, voire imposent, chacun selon des modalités et des « pré-acquis » différents évidemment, leur entrée ici sans pour autant aujourd'hui, -est-ce là un trait majeur de la mondialisation ?- renoncer à leur place là-bas, d'où ils viennent, et à l' « entre deux » où, parfois, ils demeurent longtemps.

L'expansion de ces territoires, inséparable des solidarités qui les constituent en topiques d'échanges de haute densité et diversité, génère sans cesse de nouvelles connivences avec de nouveaux autres, fédérés au collectif circulatoire pour mieux transiter, atteindre des marchés, des emplois, des sites, de plus en plus lointains. *Les différences attachées à l'ethnicité, en sont de plus en plus bannies* dès lors que se manifeste cette éthique sociale intermédiaire ; en somme, l'identité commune à tous les arpenteurs des territoires circulatoires est faite de la plus grande interaction possible entre altérités... ainsi naissent les nouveaux mondes cosmopolites.

La notion de *territoire circulatoire* habilite une démarche anthropologique étendue à la définition d'espaces relativement autonomes supportant des segmentations sociales, économiques et spatiales originales. La mobilité spatiale exprime donc plus qu'un mode commun d'usage des espaces : des hiérarchies sociales, des reconnaissances, qui donnent force et pouvoir, qui dissimulent aussi aux yeux des sociétés de sédentaires des violences et des exploitations non moins radicales. Les personnes en situation d'errance, *quelles que soient leurs origines et leurs fortunes*, paient un tribut élevé pour acquérir un peu de protection des circulants maîtres de leurs mobilités, des nouveaux nomades : passages de frontières à risques, clandestinités diverses, tâches pénibles sans limites autres que l'épuisement de certaines formes de travail « au noir », ...

Les circulations produisent et décrivent de *nouvelles unités urbaines* composées d'éléments de diverses villes, villages, toujours d'étapes ; ces espaces-temps urbains *se manifestent comme une vaste centralité et substituent la fluidité de leur organisation multipolaire, sans antériorité autre que celle permise par l'actualité et l'opportunité des transactions, à l'ordre historique rigide des hiérarchies de périphéries et de centres locaux*. Une grande labilité caractérise les lieux d'articulation entre territoires circulatoires et espaces locaux, de telle sorte que tel emplacement, marché, rue commerçante, agrégé à l'espace des réseaux, peut en disparaître rapidement pour apparaître tout aussi rapidement dans un autre quartier de la ville, de la périphérie, de villes ou villages voisins, drainant les mêmes populations ; de telle sorte encore que les lieux-articulations spécialisent les populations qu'ils attirent, ethniques ici, à Belsunce puis Porte d'Aix, mêlées plus loin, dans un grand marché public de périphérie ; de telle sorte encore qu'apparaissent en ces lieux des entrepreneurs d'origines fort différentes au fur et à mesure de l'expansion des territoires circulatoires. La dissémination par co-présence des différences d'origine des entrepreneurs dans les multiples emplacements d'articulation entre mouvement et sédentarité réalise le reflet des capacités, que nous désignons comme civilisatrices, de métissage dans l'univers des transactions et alliances des territoires circulatoires. Ces « petits » migrants qui rejoignent par dizaines de milliers les circulations internationales, après avoir parfois longuement tenté des trajectoires d'intégration dans les sociétés d'accueil, après aussi des errances non moins difficiles, sans papiers, sans famille, deviennent des *nomades* : le projet diasporique d'assimilation ne les concerne pas, celui de l'errance ne les concerne plus, ils se tiennent à distance des valeurs des sociétés d'accueil, se déploient, souvent familialement, dans des espaces internationaux qui excèdent des conditions usuelles et nécessaires à l'entrée dans les hiérarchies locales de l'identité. Les attitudes des jeunes Maghrébins de ces milieux, par rapport à l'éducation, sont davantage tournées vers la résolution de la question « comment se débrouiller parmi ces populations là », que vers l'acquisition de savoirs techniques précis (Jean-Pierre Zirotti, 2000). A l'adolescence tel jeune quittera sa famille parentale pour rejoindre, lorsque l'opportunité d'une activité se présente, tel oncle ou autre parent dans un pays européen différent (Tarius 1997).

L'intégration autre.

Le **second événement** source de transformation des identités de ces collectifs, concerne l'apparition concomitante d'individus, isolés ou regroupés, souvent étrangers aux nations qui les hébergent, qui bricolent, précisément à partir de leurs expériences circulatoires, des identités métisses entre univers proches et lointains, transnationaux souvent, *imposant à la classique opposition entre les nôtres et les leurs, entre être d'ici ou de là-bas, une autre forme, triadique, c'est à dire hautement processuelle : l'être d'ici, l'être de là-bas, l'être d'ici et de là-bas à la fois* (Missaoui 1995). Les générosités constitutionnelles intégratives de nos Etats-nations, édifiées au cours de deux ou trois siècles de rapports à l'étranger, à celui qui vient et à qui on offre le choix de « devenir nôtre » ou de repartir, portent de plus en plus à faux : bien des parcours actuels de l'intégration ne sont plus conformes aux modèles historiques ainsi définis.

Des métissages momentanés, partiels.

Robert Ezra Park, définissant l'*homme marginal* insistait sur le rôle de ces individus, ni d'ici, ni de là-bas, quittant peu à peu leurs appartenances à des collectifs identitaires localement bien spatialisés pour essayer d'en adopter d'autres dans des voisinages urbains : ce sont eux qui, éclaireurs et passeurs, anticipaient les cohésions générales entre populations d'origines différentes. Cette

conception du parcours de vers..., qualifié d'intégration, d'insertion, d'acculturation, etc., est très répandue et fait généralement consensus dans les milieux politiques et administratifs, de la ville à la nation. Ce n'est plus ainsi que nous décrivons ces êtres, soumis aux terribles pressions de leurs positions incertaines, intermédiaires entre Etats différents, présents dans des lieux sans désignation locale. Nous rencontrons plutôt des individus capables d'être d'ici et de là-bas à la fois, contrairement aux descriptions de Park, capables d'entrer-sortir momentanément ou durablement dans des univers de normes qui leur sont étrangers *sans pour autant quitter les leurs*. L'acte marchand, de haute sociabilité, se décline immédiatement, avec toutes les autres personnes, de la ville ou d'ailleurs, clients locaux ou membres des réseaux. Ainsi des Marocains de la région de Montpellier, arrivés dans les années 70 comme ouvriers agricoles, nous ont dit comment, en quelques jours, ils ont « enfin connu » les « Français », à l'occasion de ces transactions commerciales nouvelles⁹, alors qu'ils avaient vécu des dizaines d'années victimes d'incommensurables distances ségrégatives locales. « Les deux Belges et le Français qui me livrent les tapis, ils se sont mis à me parler comme ils se parlent entre eux, entre Français et à m'appeler par mon vrai nom. (...). J'avais jamais vu ça en France. Avant, à Lunel, on m'appelait 'Aroua' ou 'melon',... » nous dit un de ces Marocains, passé, en 1999, aux activités commerciales entre Perpignan et des villes du Rharb, au Maroc, après quinze années de travail comme manœuvre du bâtiment dans un village proche de Montpellier. Nous abordons une sociologie ou une anthropologie des aller-retour, des entrées-sorties, des *métissages partiels et momentanés*, qui signalent l'apparition de sociabilités autres que celles suggérées par les problématiques des lentes et longues insertions (Missaoui 1999). Les jeunes filles, peu présentes lors des circulations, réalisent avec intensité ces profils de capacités de sociabilités plurielles : souvent élevées à l'intérieur de la cellule familiale, dans l'intimité féminine, dans une sorte de reproduction des normes des cultures d'origine, elles deviennent très proches des institutions sociales, économiques, etc. ..., des nations d'accueil, celles-la même qui permettent l'insertion, à partir d'accompagnements à la Poste, aux ASSEDIC, de rédactions de demandes et de formulaires divers pour leurs proches analphabètes. Elles sont généralement les comptables, pour la part de « black » comme pour celle d'officialité, des transactions commerciales des parents. Ces dispositions leur ouvrent des perspectives contrastées : pour certaines, une « sortie » rapide des milieux familiaux et une « entrée » non moins rapide dans les sociétés d'accueil, - « sauve qui peut » me disait l'une d'elles- pour d'autres de grandes réussites dans les économies souterraines internationales, non dans la circulation mais dans la gestion des dépôts, commerces, et autres lieux de transaction, d'interface avec les institutions, les commerçants et divers partenaires professionnels locaux.

Des statuts sociaux autres.

Ces diversités et contrastes de trajectoires individuelles concernent aussi les collectifs. Le savoir-être d'ici et de là-bas et l'arrivée massive de « petits migrants » mobilisés par la généralisation de cette forme migratoire nomade, produit des comportements collectifs favorables à la juxtaposition de statuts sociaux contrastés. « Petit ici et notable là-bas » écrivait Lamia Missaoui en 1995 : ces dispositions nous les rencontrons désormais très fréquemment. Les revenus tirés des aller-retours fréquents sont réinvestis dans la région d'origine, et gérés tout aussi familialement ou claniquement que le sont aujourd'hui les

⁹ Alors que les passages aux frontières entre l'Espagne et le Maroc doublaient, de un million à deux millions environ entre 1991 et 2000, (Rabat, Fondation Hassan II et Centre Jacques Berque, juillet 2001) plus de 60% des migrants marocains arrivés dans la Région Languedoc-Roussillon avant 1985, essentiellement pour le travail agricole, se relocalisaient dans les grandes villes et passaient aux économies transfrontalières (R. Sala et A. Tarrus *Migrants d'hier et d'aujourd'hui en Roussillon*, Ed. Trabucaire, 2000)..

dispersions dans l'espace européen. Le projet qui, généralement, justifiait en son temps le départ en migration de tel homme ou de tel couple, est re-élaboré et passe au statut d'une réalité autre que celle de la construction au pays d'une maison, jamais achevée, et occupée par d'autres. Des exploitations agricoles sont réaménagées autour d'un outillage qui permet une irrigation plus rationnelle et un entretien des sols fréquent, mais aussi par l'usage de semences sélectionnées, en provenance surtout des Pays-Bas et accessoirement diffusées dans les réseaux. De l'outillage pour le bâtiment et les travaux publics, acheté d'occasion en Europe provoque l'apparition d'autant d'entreprises villageoises contribuant à l'aménagement local. Des camions à plate-forme passent souvent les frontières et permettent, dans l'ensemble du Maghreb, de véhiculer de la paille ou du foin de Nord en Sud. Des ateliers artisanaux nombreux se sont ouverts afin de produire par exemple des contre-façons vestimentaires, réimportées lors des remontées. Les micro-investissements productifs se sont généralisés et renforcent le rôle des circulations en les densifiant. Ces mêmes personnes, installées dans diverses nations européennes, qui développent ces initiatives et se notabilisent dans leur quartier ou village d'origine, vivent dans les régions d'accueil des statuts précaires, attributaires de revenus minimum, ouvriers occasionnels du bâtiment, ou de diverses activités aux statuts aléatoires gérés par des sociétés d'intérim.

Nouvelles hiérarchies sociales.

Ces hiérarchies fracturent verticalement les classiques stratifications sociales et économiques. De tels phénomènes concernent des populations beaucoup plus vastes que les seuls migrants étrangers. Cette disposition, que nous avons signalée précédemment, à affirmer des identités moins dépendantes des hiérarchies des légitimités, des antériorités, locales, que des capacités à circuler, à fédérer par ses activités plusieurs centralités ou périphéries locales, à maîtriser les lieux par le temps de l'organisation des déplacements, n'est pas un attribut exclusif d'une « jet society » riche ou d'opérateurs irréels des économies mondiales : des ouvriers (i.e. sidérurgie), des employés et des cadres de diverses entreprises internationales entrent de plus en plus nombreux dans des trajectoires professionnelles consacrées à la mobilité et les modes de vie qui en découlent qui les distinguent de leurs collègues sédentaires. Toutefois, si ces nouvelles carrières ne produisent pas d'innovations sociales et culturelles dans les entreprises du classique secteur capitaliste, ni dans les lieux, hôtels, restaurants,..., qui les accueillent lors de leurs tournées, les migrants entrepreneurs commerciaux transfrontaliers originaires des pays pauvres, eux, créent des collectifs à distance à la fois des sociétés locales et des autres migrants, et nécessairement bricolent les sociabilités locales. L'affirmation des valeurs attachées aux réussites dans les commerces, mêlant respect de la parole donnée, notoriété généralisée à l'ensemble des parcours, sens des opportunités, désigne des individus qui bénéficient de possibilités de réussite peu communes : responsabilités morales et commerciales sur tel ou tel produit, dans tel ou tel espace support aux réseaux de circulation, puis installation commerciale de grande ampleur ; au fur et à mesure de cette ascension les responsabilités *quittent les seuls échanges marchands* pour investir des secteurs du religieux dans les villes d'accueil, pour prendre en charge les destins des familiers du village ou du quartier d'origine à l'échelle européenne et au-delà même. Pour ce qui est des Marocains, et aussi des Africains subsahariens, ces nouvelles possibilités sont en train de transformer le sens même des cheminements classiques de l'intégration définis et offerts par les Etats-nations européens. Les contrastes constitutionnels entre les divers modèles nationaux, communautaires, « jacobins », ethniques, qui caractérisent l'Europe, les singularités différenciatrices des diverses histoires ne s'imposent plus comme des préalables incontournables au maintien résidentiel de ces populations ni à leur circulation.

L'invention des « beurs » en France dans les années 80, définis comme orphelins de pères inassimilables, et donc relevant d'un grand dessein d'intégration, apparaît aujourd'hui à ces populations comme un subterfuge développé par des autorités désarmées de ne pouvoir façonner les destins de ces jeunes : leurs pères, soi-disant absents, créaient alors toutes les conditions nécessaires au déploiement actuel. Ils provoquaient le basculement du modèle d'intégration des *diasporas*, fidèles à leurs origines certes, mais rapidement assimilées par la vie économique -sur le mode de la complémentarité (Alain Médam, 1993)- , sociale et politique, vers un nouveau modèle de collectifs migratoires *nomades* -attachés exclusivement, jusque dans leurs activités de migrants commerciaux, à leurs milieux et à leurs lieux d'origine, mais néanmoins capables de développer en de multiples étapes leur présence dans l'internationalité européenne-. Les migrants qui demeurent soumis aux formes classiques de l'exploitation de la force internationale de travail et à l'enfermement dans les étroites limites des entreprises qui les emploient et des villes qui les hébergent, toujours très nombreux, numériquement très dominants, bien sûr, échappent de plus en plus eux-aussi aux intentions intégratives : ils se savent en situation d'infériorité par rapport aux leurs passés dans les activités de réseaux et, avec ou sans papiers, ont de plus en plus tendance à se considérer comme en situation d'errance, perdant de vue l'ici et le là-bas. Cette tendance se généralise d'autant plus que les uns et les autres résident en commun.

Habiter.

Résidences uniques pour les uns, résidences d'étape pour les autres, des formes communautaires d'habitat se manifestent de plus en plus nettement à Arles, à Nîmes, à Avignon, à Montpellier, à Perpignan, pour ne parler que du Midi français, mais aussi à Barcelone, à Valencia, à Alicante, à Murcia, Grenade et Almeria, pour ne parler que du Levant espagnol. Dans telle cité de Perpignan, quatre-vingt seize familles sur cent neuf sont marocaines et quarante sept d'entre elles possèdent, stationnés sur les parkings, au bas des appartements, les véhicules aménagés pour les aller-retours bi-mensuels, cependant qu'un quartier du centre de cette ville voit depuis cinq années l'ouverture de commerces et d'entrepôts liés à Marseille : cinq en 1995, huit en 1997, seize en 2001. A Montpellier les quartiers de La Paillade et du Petit Bard évoluent de la même façon. A Crévillente, près d'Alicante il devient difficile d'arrêter un chiffre, tant le dynamisme des ouvertures d'établissements est manifeste, quarante cinq commerces depuis 1997 pour cette seule petite ville, assortis de boucheries traditionnelles, boulangeries, épiceries, barbiers et coiffeurs, restaurants, tenus par des Marocains et des Algériens, car Alicante toute proche est un carrefour vers le Maroc, par l'autoroute, et vers l'Algérie, par la voie maritime vers Oran. Dans les concentrations résidentielles, les normes culturelles, culturelles et sociales des sociétés d'origine sont particulièrement présentes et soumettent les sociabilités des enfants, des adolescents et des adultes à de strictes règles de cohabitation. Un fort effet de contraste concerne donc les sociabilités développées par les mêmes collectifs dans leurs étapes résidentielles et lors de leurs circulations et transactions commerciales : l'affirmation forte des valeurs religieuses et des divers marquages ethniques dans les zones résidentielles, disparaît de l'espace des transactions commerciales où la parole donnée, qui fait contrat et solidarité s'exprime quelles que soient les origines, où les barrières des affirmations identitaires locales font place à une grande porosité des altérités. Nous avons en France et en Espagne rencontré de nombreuses situations où un troisième lieu, l'espace public des rues des centre-villes, s'interposait entre ces deux formes antagoniques : à l'initiative d'adolescents, en effet, des coexistences se nouent dans l'espace public dans des milieux désignés comme marginaux et sérialisés en autant de sous-populations « à problèmes » dans les représentations dominantes. Ce processus original de rassemblement, de re-collectivisation de groupes épars, réalise peut-être une

extension des sociabilités de réseaux circulatoires dans les sociétés locales. Ainsi se nouent, de Grenade à Marseille, des amitiés entre Marocains, Algériens, Tsiganes, jeunes « autochtones » sans emploi, et personnes d'origines diverses sans domiciles, routards, néo-ruraux de la pauvreté, ..., qui aboutissent à la mise en commun de connaissances acquises dans les circulations pour trouver, en équipe, des travaux saisonniers le long des espaces méditerranéens, pour saisir l'opportunité de telle ou telle manifestation, pour faire circuler des produits interdits ou non, etc. .. Les jeunes Marocains jouent un rôle de premier plan dans ces décloisonnements. Lors des remontées du Maroc, il leur arrive souvent de faire étape dans une ville du littoral méditerranéen et d'y nouer des relations d'amitié dans divers milieux ; de retour dans leur ville de résidence, ils font profiter d'autres jeunes des opportunités créées par ces rencontres.

Réseaux de produits d'usages licites et réseaux de produits d'usages illicites.

L'amalgame, entretenu par les médias et certains politiciens, selon lequel les réseaux hébergeant des commerces de produits d'usage licite, tapis, électroménager, vêtements, pièces de rechange automobile, et ceux véhiculant divers psychotropes, ou encore des armes, formeraient un unique dispositif est particulièrement erroné. La confusion repose sur le caractère souterrain de ces économies, sur le fait que parmi les produits d'usage licite bon nombre sont des contrefaçons ou sont acquis en dehors des règles fiscales propres à chaque pays, et enfin sur la présence rare mais réelle de grands délinquants dans les lieux de commerce des migrants. Mais tous les membres de ces réseaux savent parfaitement distinguer les risques de criminalité des simples délits attachés à leurs activités. La « frontière » passe bien par le caractère licite ou non de l'usage du produit ; c'est ainsi que, lors des remontées certains n'hésitent pas, sans transgresser la parole donnée, à transporter puis commercialiser des contrefaçons de vêtements cousus en Algérie ou au Maroc, généralement griffés en Espagne ou en France ; délit certes, mais de nature non criminelle. L'enrichissement lié à ces trafics est produit par le savoir circuler et faire circuler des marchandises entre pays riches et pays pauvres ; communes ici, rares là-bas, les marchandises sont revendues avec des bénéfices excédant des diverses taxes fiscales impayées les marges obtenues par les commerçants qui, dans les pays de destination, arrivent à les proposer à la vente. Le savoir passer les frontières et contourner les dispositifs fiscaux des différents Etats est ainsi productif de forts bénéfices pour ces migrants qui ne peuvent envisager immédiatement l'ouverture d'un commerce « officiel ». Ces commerces internationaux sont à l'abri des effets des situations de crise : lorsque l'économie se dégrade dans un pays riche, elle subit des contre-coups bien plus graves dans les pays pauvres et dépendants : l'écart se creuse alors, comme les bénéfices réalisés par ces migrants commerçants. Lors des voyages aller, les « vraies-fausses » pièces de rechange de voitures, toutes marques européennes confondues, fabriquées artisanalement dans le Piémont italien, abondent. Parfois même, avec l'accord d'un « notaire informel » afin d'obtenir des papiers, des véhicules passent illégalement les frontières, mais les grands trafics de voitures, même si leur destination est l'Afrique, le Moyen-Orient ou l'Europe de l'Est, sont dans les mains d'autochtones de chaque pays européen, oeuvrant avec des groupes de délinquants, et concernent très peu les migrants commerçants. Les réseaux de migrants passent plutôt un véhicule de temps à autre en obtenant des attestations de présence sur le territoire de durée suffisante pour ne pas payer de droits de douane ou de taxes à l'arrivée. La caractéristique même de ces réseaux est *leur grande lisibilité*, du ou des lieux de chargement aux lieux de livraison ou de vente. Le problème commercial de chacun est de fidéliser une population dans le quartier ou le village d'origine et de la livrer dans les meilleures conditions afin de pérenniser ses activités. Les « notaires informels » veillent à éviter des chevauchements d'influence et des concurrences trop

conflictuelles. Par contre la caractéristique première de l'organisation des réseaux de produits d'usage illicite réside dans l'opacité, la fermeture rapide et à courte distance des identifications en cas de risque. Il s'agit de deux formes incompatibles.

Les écarts aux règles régissant les activités des migrants commerçants concernent surtout deux types de compromission : en premier lieu une association trop étroite avec certains fournisseurs indéliçats, tels des voleurs de chargement de camions, qui opèrent dans les diverses nations européennes et essaient de vendre rapidement à des commerçants circulants -nos migrants ou encore des professionnels de marchés- les marchandises dérobées. Ensuite, et en particulier pour les Marocains, la remontée de cannabis. Il s'agit toujours de petites quantités, quelques centaines de grammes, qui servent de monnaie d'échange aux jeunes lors de séjours dans des villes espagnoles pendant les remontées, ou de trafics de voisinage dans les lieux de résidence. « Tu restes debout place del Pi ou Place Réal à Barcelone, et sans avoir à faire un seul geste, à dire un seul mot, tu es abordé toutes les deux minutes par un espagnol ou un touriste qui cherche du H. Tu vends un peu, pour vivre quelques jours, tu te fais des amis et tu gardes un peu du reste, quelques grammes pour pas être trop embêté à la douane, pour les copains de Nîmes » nous dit un adolescent marocain accompagnateur habituel de son oncle. Des écarts rares ont pu être observés : telles familles en région parisienne et lyonnaise s'étaient spécialisées dans le passage et la revente de psychotropes ; leurs appartenances aux réseaux commerciaux les ont perdues, des concurrents ayant rapidement averti les « notaires informels » du changement de destination et d'activité, des marchés urbains vers de petites exploitations agricoles du Rif. Les dénonciations sont alors rapides.

Ce fonctionnement des réseaux correspond aux observations que nous avons pu faire dans nos enquêtes entre 1985 et 1997 ; depuis cette dernière date toutefois des phénomènes nouveaux se manifestent, apparemment liés à la conjonction entre l'ouverture de l'espace communautaire -dit espace Schengen- et l'installation des réseaux en Espagne et en Italie, qui ne sont plus seulement désormais des pays de traversée

Des hiérarchies territoriales autres.

Notaires informels : des profils circonstanciels.

L'institution des pouvoirs sur ces territoires des circulations est fort différente de celle des Etats-nations, des sociétés de sédentarité. Les « notaires informels », témoins et gardiens des paroles échangées lors des cooptations, disposent d'un pouvoir bien réel, mais tributaire d'équilibres délicats : disons succinctement que l'étendue de leur influence dépend de leur capacité à entretenir des relations avec les pouvoirs locaux, politiques et policiers, avec les représentants officiels des Etats d'origine des populations de migrants, avec leurs représentants religieux, avec des milieux commerciaux de l'officialité et de la subterranéité, avec encore les milieux troubles des divers trafics criminels. Ils disposent en quelque sorte d'un statut qui les situe au-delà des exigences de l'honneur engagé dans les échanges d'oralité, par le fait même qu'ils ont souvent à protéger l'éthique des réseaux de migrants commerçants de celles -si l'on peut dire- des réseaux mafieux et/ ou criminels ; ils sont à cheval sur de nombreuses frontières de normes et d'intérêts. A la fois craints par leurs divers partenaires, leur alliance est recherchée par tous : si, à une extrémité de l'organisation sociale et politique, les sphères de l'officialité espèrent ainsi maîtriser le caractère profondément subversif de ces formes sociales peu saisissables et sans institutions

territorialisées -inadmissibles contre-modèles-, les réseaux mafieux, eux, en attendent une aide, envieux qu'ils sont de leurs capacités de circulation. Mais il s'agit bien d'équilibres entre eau et feu : l'institutionnalisation étatique et le cloisonnement extrême des réseaux mafieux sont essentiellement différents, autres. Les « notaires informels », ces hommes investis de pouvoirs uniques dans les cooptations des circulants et les régulations de leurs activités comme de leurs mobilités, disparaissent dès lors qu'ils ne maintiennent plus l'équilibre entre attaches diverses, qu'ils s'associent trop ouvertement à l'un ou l'autre de leurs partenaires. Jusqu'en 1997, alors que l'Italie et l'Espagne n'hébergeaient pas de centralités des réseaux, mais des circulations, des passages, et supportaient essentiellement une migration récente de main d'œuvre ouvrière, les cas d'exclusion de « notaires informels » que nous avons eus à connaître concernaient des Algériens à Belsunce en 1989-1990, trop attachés au F.L.N. et à l'Amicale des Algériens en France : le Front Islamique du Salut, relayé par des trabendistes, tentait de placer ses propres hommes dans ces positions de pouvoir. Pendant quelques mois des personnes liges tentèrent de maintenir les équilibres des réseaux. Peine perdue, les transactions et les partenariats se multipliaient, pour le plus grand développement des réseaux en cours de mondialisation, Polonais, Bulgares, Turcs, Italiens. Le repli islamiste que supposait ce profil nouveau des « notaires informels » fut refusé : il contrecarrait la nécessaire ouverture des uns et des autres vers une éthique de la parole intermédiaire aux diverses croyances, aux nombreuses origines et donc il gênait le développement, l'expansion des réseaux vers l'internationalité. La mosquée qui avait supplanté les bistrotts de la Canebière comme nouveau lieu des rencontres avec les notaires informels garda sa fonction, mais ceux qui s'imposèrent majoritairement (3 sur 5 identifiés par nos enquêtes à Marseille) furent désormais et jusqu'en 1995 environ, des hadjs Sénégalais, beaucoup plus ouverts aux altérités de leurs partenaires, et non moins proches des pouvoirs policiers locaux (Daouda Koné, 1996). Ils représentaient de plus une manifestation nouvelle et en plein essor des réseaux de circulants, de diverses origines africaines subsahariennes, vers la France et l'Angleterre, via le Maroc et l'Espagne. La proximité avec les réseaux policiers les condamna : ils s'impliquèrent, au delà des habituelles commandes de papiers falsifiés auprès de fonctionnaires « ripoux » -permis de conduire, cartes de séjour et d'identité, cartes grises,...- , dans les trafics d'héroïne et de cocaïne de provenance africaine. Des arrestations s'en suivirent et, surtout pourrait-on dire du point de vue des réseaux, une perte de confiance radicale dans leur rôle et une fracture entre réseaux africains et réseaux à dominante marocaine. Ces troubles parmi les notaires informels, même s'ils durèrent peu, suffirent pour introduire en Espagne et en Italie, qui commençaient à héberger des réseaux de migrants commerçants, de grandes confusions dans la différenciation entre réseaux de migrants commerçants et réseaux mafieux. Les Marocains qui, depuis le début des années 90, développaient une migration puissante, peu concernés dans leurs transactions par les réseaux africains, isolèrent, dans leurs nouvelles installations en Espagne, ceux qu'ils appelèrent désormais en arabe « les bandes noires », pour le plus grand malheur des migrants africains subsahariens sans papiers condamnés à un supplément de solitude. De nouveaux « notaires informels » apparurent, de Milan à Marrakech, tous entrepreneurs de l'officialité ayant réussi dans des activités préalables de migrants commerçants, mais dans une diversité de gestion extrêmement contrastée des espaces sous leur « juridiction morale », *reflétant comme jamais auparavant la réalité des compositions, des négociations, entre territoires circulatoires et territoires locaux*. Ainsi se diversifient actuellement, le long des territoires circulatoires, des « régions morales » distinctes des Régions politiques européennes auxquelles elles se superposèrent. De telle sorte que, depuis les accords de Schengen, apparaissent, des « frontières » originales différenciant des pratiques des réseaux en même temps qu'identifiant une « carte » des régions migratoires de l'Europe sans coïncidence avec les totalités nationales et leurs frontières historiques. La riche mais obscure

notion de « district moral »¹⁰ proposée par Robert Ezra Park afin d'expliquer comment dispositions individuelles et histoire de la ville produisaient les transformations urbaines les plus déterminantes, à l'aide de diverses mobilités locales, par la subversion morale et éphémère de lieux précis, cette notion donc, à condition d'un élargissement aux mobilités internationales, trouve un usage opportun à la compréhension de ces phénomènes de contournement des « logiques Schengen » dès leur apparition.

La gestion des confins.

D'Algésiras à Marseille la frontière entre zonages des réseaux est à Alicante : là se rejoignent les Algériens venant par Oran, les Marocains et les populations subsahariennes passant par le détroit de Gibraltar. Alicante, avec Valencia, est un débouché historique de Madrid vers la Méditerranée. Cette ville, porte méridionale de la Catalogne, développe une rare capacité de gestion pacifique des cosmopolitismes, l'aventure de l'aller-retour des Pieds-Noirs en Algérie (Juan-David Sempere, 1999) les représentations festives valorisantes des « Maures » lors des fêtes semestrielles des *Moros i Cristianos* alors même que vers Alméria, 200 km plus au sud, en Andalousie, les populations locales commettent des exactions xénophobes contre les migrants Marocains, cette ville accueille environ trente « bazars », commerces de produits divers, tenus par des Marocains et des Algériens ; ces boutiques, proches du port, sont associées à une quarantaine d'autres, dans la petite ville de Crevillente, à trente kilomètres à l'Ouest le long de l'autoroute menant de Marseille à Algésiras. Cette centralité nouvelle, depuis 1997, des réseaux commerciaux, s'institue « frontière des commerces propres », selon les dires de deux « notaires informels » rencontrés longuement à Murcia et opérant sur cette « centralité-frontière ». Au Sud, nous avons rencontré trois de ces notaires, institués tels lors de la période de gestion « africaine » des réseaux : deux d'entre eux, à Grenade et à Malaga, ont développé, en accord évident avec les polices locales et les polices marocaines, avec les autorités musulmanes, les trafics de jeunes femmes marocaines pour la prostitution¹¹ sur la Costa del Sol et les grandes villes du Sud Espagnol, les trocs entre marchandises revendues sur les marchés publics -chaussures de sport, vêtements- et haschich « remonté » du Rif marocain par quintaux, le contrôle des Hollandais livrant la cocaïne aux prostituées et aux boîtes de nuit, mais aussi la vente en bordure d'autoroute de produits de consommation courante complétant en dernière heure les chargements des migrants commerçants. Ils fixent également, afin de disposer de viviers pour leurs trafics, des sortes de réserves de migrants en situation d'errance, recrutés parmi les sans-papiers, et cédés à la journée, pour des salaires dérisoires, aux propriétaires agricoles des serres de cultures sur-intensives, ajoutant ainsi à leur misère l'exploitation féroce de leurs solitudes. Dans les premiers mois de leur migration en Espagne ils ont collaboré avec des Africains subsahariens, Nigériens, Gambiens et Sénégalais, dans l'acheminement du Maroc vers l'Europe d'héroïne, qui subissait une dernière transformation dans la région de Grenade. Ces « notaires informels » sont des interlocuteurs très valorisés par les autorités politiques et policières régionales et locales et participent activement à la vie des mosquées naissantes dans les grandes villes du Sud. Ils contribuent à l'institutionnalisation, à l'intérieur de l'espace Schengen, de zones troubles, de *confins*, comme en identifient des chercheurs italiens dans la région de Trieste ou de Barri, en Sicile, à Naples et dans des faubourgs milanais. Les tensions entre la Communauté Européenne et le Maroc à propos des

¹⁰ nous reprenons la traduction proposée par Isaac Joseph et acceptée par la communauté des anthropologues et sociologues de la ville, bien que nous préférions celle de « zones de mœurs ».

¹¹ Enquêtes de Fatima Lahbabi et de Pilar Rodriguez, doctorantes, universités de Toulouse le Mirail et d'Alméria.

passages d'Africains subsahariens, et de l'apparition à Rabat, Casablanca et Tanger, des premiers villages urbains africains, ne sont qu'une expression prudente, aujourd'hui possible, des problèmes beaucoup plus vastes et criminels du Sud de l'Espagne : *une pseudo- tentative de résolution de cette situation se traduira-t-elle par une injonction politique de forme coloniale, que les accusations actuellement portées contre le royaume chérifien laissent augurer ?* L'Espagne et l'Europe semblent vouloir en effet exporter ces troubles dans les pays extérieurs riverains, et particulièrement vers le Maroc. Ainsi l'idéologie sécuritaire présentée comme nécessaire aux régulations de l'espace-Schengen contribuerait-elle à la désagrégation des pays riverains pauvres, en transformant leur situation de « portes migratoires » en réservoirs de misère mondialisés.

D'Alicante à Marseille fonctionnent toujours les réseaux sous la forme paisible précédemment décrite ; des centralités locales scandent ces espaces en autant d'étapes avec leurs désormais classiques concentrations résidentielles communautaires, et leurs commerces locaux, à Valencia, Tarragone, Barcelone, Perpignan, Montpellier, Nîmes, La séparation avec les réseaux de trafic de produits d'usage illicite y est nettement pratiquée. Les réseaux mafieux se sont reconstitués autour de la modification de la frontière franco-espagnole, transformée de frontière-barrière en un vaste espace sous contrôle douanier, de Gérone à Montpellier. L'apparition récente de jeunes de « bonnes familles » locales comme passeurs d'héroïne, de cocaïne et d'autres psychotropes, -les « invisibles » disent les trafiquants- avec des recours locaux parmi les populations Tsiganes andalouses en migration (Missaoui, Tarrius, 1999), réalise une certaine résolution de la traversée de la nouvelle forme frontalière. Au prix d'une généralisation et d'une banalisation des consommations par ceux-là même qui sont au cœur de la reproduction des normes et des valeurs locales.

Les Etats-nations européens, dans leur tentative de fédération, ne savent pas davantage gérer leurs transformations frontalières que leurs confins.

Révélateurs et acteurs de ces transformations de fait, les réseaux de migrants entrepreneurs commerciaux participent de l'accélération contemporaine des circulations mondiales, non comme « mondialisation par le bas », parce qu'il s'agirait de pauvres, « ceux d'en bas », mais de mondialisation *autre*. Saisissant les opportunités de libéralisation des circulations, nécessaires à la mondialisation opérée par les acteurs de l'officialité à partir de leurs *compétences techniques*, les migrants que nous évoquons dans cet article affirment d'abord une *compétence sociale*, relationnelle, *signalant une nature antagonique de leurs réseaux avec ceux des économies de l'officialité*. Pourtant, au fond, dans l'ordre des déploiements économiques mondiaux, il n'y a pas contradiction mais complémentarités : à la traditionnelle concentration de la force de travail immigrée en des lieux, plutôt industriels, de l'accumulation capitaliste, s'ajoute une circulation correspondant aux caractéristiques nouvelles de la dispersion/circulation des capitaux...

En ce sens dès aujourd'hui, et probablement en préalable à de profondes transformations des ordres institués, ils sont aussi dérangement pour le monde qu'ils le sont pour l'Etat-nation.

Bibliographie

- B. ANDERSON. *Imagined Communities*. Verso, 1983.
 D. ANDERSON. *Frontiers: territory and state formation in the modern world*. Polity Press. Cambridge 1996.
 N. ANDERSON. *Le Hobo. Sociologie du sans abri*. Post-face d'Olivier SCHWARTZ. Nathan, 1996.

- A. BENBOUZID. *es Zemmouris en région stéphanoise*. Thèse de sociologie, université de perpignan, 2000.
- S. BORDREUIL. La ville, les flux. in *Espaces et Sociétés*. n° 43. 1988. De la densité habitante aux densités mouvantes : l'hyperurbanité. *Les Annales de la Recherche Urbaine*. N° 67. 1995..
- A. BOUBEKER. *Des mondes de l'ethnicité*. Thèse de sociologie. EHESS, Paris, 2001.
- P. BOURDIEU. *Le sens pratique*. Minuit 1980. *Les structures sociales de l'économie*. Le Seuil, 2000.
- A. BOURDIN. *La question locale*. Paris. PUF. 1999.
- P. BOURGOIS. *In search of respect ; selling crack in El Barrio*. Cambridge university press. 1995.
- J. BRUN. La mobilité résidentielle et les sciences sociales. In *Annales de la Recherche Urbaine (ARU)*. n° 59- 60.
- J.A. CARRENO, A. HAYOT, F. LESME. *le quartier de la Porte d'Aix à marseille. Essai d'ethnologie d'un centre urbain*. CERESM. Aix en Provence. 1974.
- Y. CHARBIT, M-H. HILY, M. POINARD, *Le va-et-vient identitaire*. INED-PUF 1997.
- O. DOLLFUS, C. GRATALOUP, J. LEVY. La mondialisation in *L'Espace Géographique*.1. 1999.
- F. DUBET et D. LAPEYRONIE, *Les quartiers d'exil*. Seuil 1992.
- D. DUPREZ et M. KOKOREFF. *Les mondes de la drogue*. Odile Jacob. 2000.
- C. FAUGERON. *Les drogues en France. Politiques, marchés, usages*. Georg, 1999.
- F. FOURQUET. *Les comptes de la puissance*. Ed. Recherche, 1981.
- C. GAUTHIER. La route des Marocains : les frontières d'un parcours de retour. *Revue Européenne des Migrations Internationales (REMI)*. vol 9, n° 1. 1993.
- C. GEERZ. *Savoir local, savoir global*. PUF, 1986.
- A. GIDDENS. *The consequences of modernity*. Stanford University Press, 1990.
- 'Why we still look forward the past'. Reith lectures: *Runaway World* n°3: *Tradition*, LSE, 4-1999.
- X. GIZARD, *La Méditerranée inquiète*. Ed. de l'Aube. 1993.
- X. GIZARD et J. VIARD, *Le tropisme des rivages*. Ed. de l'Aube, 1995.
- E. GOFFMAN. *La mise en scène de la vie quotidienne*. Minuit, 1973.
- Y. GRAFMEYER, F. DANSEREAU (dir) : *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*. PUL. 1998.
- Y. GRAFMEYER. *Sociologie urbaine*. Nathan, 1994.
- Y. GRAFMEYER et I. JOSEPH. *l'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*. Aubier-Montaigne. 3^{ème} éd. 1990.
- M. GROSSETTI. *Science, Industrie, Territoire*. Presses Universitaires du Mirail. 1995.
- H. von GUNSTEREN. Four Concepts of Citizen Identity', in B. STREENBERGEN ed. *The conditions of Citizenship*. Sage 1996.
- M. HALBWACHS. *La topographie légendaire des Evangiles en Terre Sainte*. PUF. 1942.
- U. HANNERZ, *Explorer la ville*. Minuit 1983. *Transnational Connections*. Routledge, 1996.
- A. HAUMONT. *La mobilité des citadins*. (2 T.). ISU. 1977. La mobilité intra-urbaine, *ARU*, n° 59-60. pp. 109-118.
- E. HUSSERL. *La crise des sciences européennes et la phénoménologie transcendantale*. NRF. 1976.
- D. KONE. *Les Africains à Marseille*. Thèse de sociologie. Université de Toulouse le Mirail, 1996.
- J.-F. LAE et N. MURARD, *Les récits du malheur*. Descartes & Cie. 1985.
- F. LAHBABI, P. RODRIGUEZ. *Migracions y genero. El caso de las mujeres migrantes marroques que trabajan en la prostitucion en Almeria*. VIIème congrès de sociologie. Salamanque. Septembre 2001.
- F. LAPLANTINE. *La description ethnographique*. Nathan. 1996.
- F. LAPLANTINE et A. NOUSS. *Le métissage*. Flammarion, coll. Dominos, 1997.
- H. LEFEBVRE. *De l'Etat*. T.3. »Le mode de production étatique ». UGE. 10/18. 1977.
- J. LEVY. Espace et temps : une fausse symétrie. In *Espaces-temps* n° 68. 1998.
- B. LOPEZ-GARCIA. *La inmigracion magrebi en Espana : contexta internacional y dimension local*. Mapfre. 1993.
- E. MA MUNG. Dispositif économique et ressources spatiales : une économie de diaspora. *REMI*, vol 8. n° 3, 1992.
- G. MARTINOTTI. *Metropoli : la nueva morfologia sociale della Città*. Il Mulino, 1993.
- A. MEDAM. Diaspora/ diasporas. Archétype et typologie. *REMI*. vol. 9, n° 1. 1993.
- D. MERCURE. L'étude des temporalités sociales. *CIS*. LXVII. 1979.
- J. METRAL. Dans les steppes de la Palmyrène. *ARU*, n° 59- 60. pp. 91-99.
- L. MISSAOUI. *Gitans et Santé de Barcelone à Turin. Les compétences de l'étranger de l'intérieur : ethnicité et métissage chez les Gitans catalans et andalous autour des problèmes de santé publique*. Trabucaire, 1999.
- Petit ici, notable là-bas. Trajectoires de réussite de Tunisiens en France. *REMI*, n° 1. 1995.

- Les fluidités de l'ethnicité*. Thèse de sociologie et d'anthropologie, cotutelle européenne, Toulouse le Mirail et Turin. Avril 1999. Publiée janvier 2000, Editions du Septentrion, Lille.
- L. MISSAOUI et A. TARRIUS. *Naissance d'une mafia catalane ? Les fils de « bonnes familles locales » dans les trafics d'héroïne entre Barcelone et le Sud de la France*. Trabucaire. Recherches en cours. 1999.
- F. MORIN, *Ethnicité et Politique*. Habilitation à diriger des recherches. EHESS, Paris, 2001.
- J.-M. OFFNER et D. PUMAIN. *Réseaux et territoire*. Ed. de l'Aube. 1996.
- S. PALIDDA. *Immigrazione e sicurezza urbana*. Ministère Italien de la solidarité sociale. 1997.
- Polizie e immigrati. *Rassegna Italiana di sociologia*. XL, 1. 1999.
- Devianza e vittimizzazione tra i migranti*. Fondazione Cariplo I.S.MU. 2. 2001.
- R.E. PARK. *The collected papers of R.E. PARK*. Free press of Glencoe. 1955.
- M. PERALDI et E. PERRIN (éd.). *Les territoires productifs*. PUM – Plan Urbain. 1995.
- M. PERALDI (ed.). *Cabas et containers*. Maisonneuve. 2001.
- P. POUTIGNAT, J. STREIFF-FENART : *Les théories de l'ethnicité*. PUF 1995.
- P. PUMARES-FERNANDEZ. L'immigration marocaine dans la communauté autonome de Madrid. *REMI*. vol 9, 1993.
- J. REMY. Le statut de l'espace dans l'analyse sociologique. In *Espaces et Sociétés*. 96. 1999.
- J. REMY. *Simmel, ville et modernité*. L'Harmattan. 1995.
- J. REMY et L. VOYE. *La ville, vers une nouvelle définition ?* L'Harmattan. 1992.
- P. RICOEUR. *Temps et Récit*. t.2, Seuil, 1984.
- C. RINAUDO. *L'ethnicité dans la cité*. L'Harmattan. 1999.
- L. ROULLEAU-BERGER. *La ville intervalle : jeunes entre centre et banlieue*. Méridiens Klincksieck. 1991.
- R. SALA, A. TARRIUS. *Migrants d'hier et d'aujourd'hui en Catalogne* Ed. Trabucaire. Recherches en cours. 2000..
- E. SANTELLI. La mobilisation des familles algériennes pour l'accession à la propriété. *ARU*, n° 59-60. pp. 73- 78.
- S. SASSEN. *La ville globale*. Descartes & Cie. 1996.
- M. SAVY et P. VELTZ, *Economie globale et réinvention du local*. Ed. de l'Aube. 1995
- O. SCHMIDT et FRIEDBERG. *Strategi migratori e reti etniche*. *Studi emigrazione*. 1999.
- D. SCHNAPPER. *La France de l'intégration*. Gallimard, 1991.
- J.-D. SEMPERE, *Los Pieds-Noirs en Alicante*. Ed. Universitat de Alicante. 1999.
- G. SIMMEL. *Le conflit*. Circé, 1995. *Secret et sociétés secrètes*. Circé, 1993. *Sociologie et épistémologie*. PUF. 1981.
- G. SIMON. *Les effets des migrations internationales sur les pays d'origine : le cas du Maghreb*. Sedes, 1990.
- Y. SOYSAL. *Limits of Citizenship. Migrants and postnational membership in Europe*. Chicago University Press. 1994.
- A. TARRIUS, G. MAROTEL, M. PERALDI. *L'aménagement à contre-temps*. L'Harmattan 1988.
- A. TARRIUS. *Anthropologie du mouvement*. Paradigme. 1989.
- Les Fourmis d'Europe. Migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales*. L'Harmattan 1992.
- Arabes de France dans l'économie mondiale souterraine*. Ed. de l'Aube. 1995.
- Fin de siècle incertaine à Perpignan. Drogues, pauvreté, communautés d'étrangers, jeunes sans emplois et renouveau des civilités dans une ville moyenne*. Trabucaire. Perpignan-Barcelone. 1997, 2ème éd. 1999.
- Les nouveaux cosmopolitismes*. Ed. de l'Aube. 2000
- E. TEMIME. *Migrance. Histoire des migrations à Marseille*. Edisud. 1989-1991. 4 tomes. *Marseille transit : les passagers de Belsunce*. Autrement, 1995.
- W.-I. THOMAS et F. ZNANIECKI. *Le paysan polonais en Europe et en Amérique. Récit de vie d'un migrant*. Préface de Pierre TRIPIER, *Une sociologie pragmatique*. Natahn, Essais & Recherches. 1998.
- A. TOURAINE. *Pourrons-nous vivre ensemble?* Fayard, 1997.
- J. URRY. *Sociology Beyond Societies*. Routledge, 2000.
- P. VELTZ. *Mondialisation, villes et territoires : une économie d'archipel*. PUF. 1996.
- J. VIARD. *La société d'archipel. Ou les territoires du village global*. Ed. de l'Aube. 1994.
- L. WIRTH. *Le ghetto*. Champ urbain. 1980. Préface P.J. Roitjman.
- M. WIEVIORKA. *Une société fragmentée : le multiculturalisme en débat*. <la Découverte, 1996.
- M. YOUNG et P. WILLMOTT. *Le village dans la ville*. CCI. 1983.
- J.-P. ZIROTTI. *La scolarisation des enfants de migrants*. Thèse d'Etat, Paris V, 2000.